



## Crise des dettes en Tunisie : Ne pas privilégier le remboursement de dette aux droits de l'homme

Une [étude](#) de Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) et de [erlassjahr.de](#) (Jubilee Germany) montrent que les dettes souveraines de la Tunisie ne sont soutenables qu'au détriment de la justice sociale. Les retombées économiques de la pandémie COVID-19 ont fait grimper les dettes publiques à 87 % du produit intérieur brut (PIB) du pays.

Le pays fait face à des remboursements de dettes élevés : Au début de l'année, le Fonds Monétaire International (FMI) a recommandé un assainissement budgétaire pour les maintenir. En moyenne, les paiements du service des dettes absorberaient plus de 25 % des recettes publiques [entre 2019 et 2025](#). Cependant, au lieu de donner la priorité au remboursement des dettes, l'étude a suggéré que le gouvernement tunisien devrait rechercher une restructuration des dettes pour protéger les droits de ses citoyens.

Kristina Rehbein d'[erlassjahr.de](#), auteur de l'article, commente : « Afin de ramener les dettes à des niveaux soutenables, le FMI suggère de se serrer la ceinture au milieu de la pandémie en réduisant la masse salariale publique, en supprimant progressivement les subventions à l'énergie et en ciblant les dépenses. Dans d'autres contextes, le FMI a fortement averti que l'austérité budgétaire, qui revient trop tôt, menacerait la reprise après la pandémie. Combattre les dettes insoutenables avec des politiques d'austérité pourrait causer une décennie perdue pour la Tunisie. »

### Aucune possibilité d'allègement de dette ?

Cependant, les mesures d'allègement de dette liées à la pandémie par le G20, telles que le [cadre commun du G20 pour le traitement de dette](#) au-delà de l'Initiative de suspension du service des dettes (DSSI), ne sont pas accessibles pour la Tunisie, car seuls les pays à revenu faible y ont accès.

Thomas Claes, directeur du projet FES MENA « Politiques économiques pour la justice sociale », dit : « La communauté internationale semble vouloir laisser derrière elle les pays à revenu intermédiaire fortement endettés comme la Tunisie. La Tunisie ne peut rembourser intégralement et ponctuellement le service de sa dette qu'en privilégiant les droits des créanciers sur les droits humains et économiques des citoyens tunisiens.

### Besoin d'alternatives à l'austérité

Les études montrent qu'une crise de dettes et une austérité qui s'ensuit, ne sont pas sans alternative. La restructuration d'une dette insoutenable, même en l'absence d'un risque de défaut imminent, peut être un moyen efficace de stabiliser le ratio d'endettement et de créer un espace budgétaire sans surcharger la population débiteur. La charge de l'ajustement doit être répartie plus équitablement entre le débiteur et le créancier.

Thomas Claes ajoute : « Un nouveau 'pacte social', tel que recommandé par le FMI, doit commencer par un allègement global de dette et un véritable dialogue national sur les réformes économiques qui ne sont pas prescrites par le FMI ou d'autres créanciers. Les droits humains du peuple tunisien doivent être prioritaires sur les revendications des créanciers à être payés intégralement. La Tunisie devrait exiger un moratoire immédiat du service de la dette sur tous les paiements, suivi d'un processus de restructuration globale des dettes.

### Matériel complémentaire :

Etude : « La crise des dettes tunisiennes dans le contexte de la pandémie de COVID-19 – Les remboursements de dette avant les droits humains ? » ([Version](#) anglaise, Version [arabe](#))

Infographiques et caricatures de « Willis » : <https://mena.fes.de/fr/projets/politiques-economiques-pour-la-justice-sociale/le-budget-de-dignite-pour-la-tunisie-1>

Vidéo de la série « Flousna » (en dialecte tunisien) : [https://www.youtube.com/watch?v= OMCvMqNI\\_4&t=6s](https://www.youtube.com/watch?v= OMCvMqNI_4&t=6s)